



# Séance plénière

## Newsletter, 26-29 septembre 2011- Session plénière - Strasbourg

### Moins de marchandages et plus de transparence pour la gouvernance économique 3

Le PE votera le "paquet de six" sur la gouvernance économique, dont le but est d'empêcher les pays de la zone euro de faire fi des avertissements de la Commission européenne visant à corriger leurs politiques budgétaires et à s'attaquer plus rapidement aux déséquilibres économiques. Le paquet renforcerait fortement la transparence et la responsabilité, et devrait aussi améliorer la qualité et la précision des statistiques, en assurant que ces dernières sont collectées de manière indépendante.

### Débat sur la demande de reconnaissance d'un État palestinien à l'ONU. .... 4

Le Parlement se prononcera à Strasbourg la semaine prochaine sur une résolution concernant la situation en Palestine. Avant le vote, mardi après-midi, les députés débattront des activités de la semaine de l'Assemblée générale avec la Haute Représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton. La discussion portera sur le processus de paix au Moyen Orient et les récents développements en Afrique du Nord.

### Stimuler les échanges commerciaux avec l'Autorité palestinienne. .... 5

Le Parlement va se prononcer sur un accord commercial la semaine prochaine qui vise à stimuler l'économie palestinienne en permettant l'exportation directe vers l'UE des produits agricoles et de pêche des territoires palestiniens d'ici le début de 2012.

### Discours du Président Barroso sur l'"État de l'Union" au Parlement. .... 6

José Manuel Barroso présentera les priorités stratégiques de la Commission européenne lors de son discours annuel sur l'"État de l'Union" devant les membres du Parlement, mercredi. Son intervention sera suivie d'un débat au cours duquel les députés européens exposeront leurs positions et leurs demandes relatives aux travaux futurs de l'Union. La Commission adoptera son programme de travail pour l'année 2012 en octobre.

### Débat en plénière sur la zone euro avec Jean-Claude Juncker. .... 7

Mardi après-midi, les députés débattront de l'évolution de la situation dans la zone euro avec le Président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. M. Juncker s'efforcera de trouver des solutions aux problèmes les plus urgents et abordera la question de la stabilisation de la situation à long terme. Le débat commencera à 15 heures.

### Des moments difficiles pour les commissaires ..... 8

Pour assurer une heure des questions à la Commission plus dynamique et davantage en prise sur l'actualité, les députés ne déposeront plus leurs questions à l'avance. Désormais, trois commissaires - ou plus - répondront aux questions sur un sujet précis pendant 90 minutes. Le thème retenu pour le mardi 27 septembre est le "commerce et les relations de l'UE avec les pays tiers", avec les commissaires De Gucht, Füle, Georgieva, et Piebalgs.

### Rio+20 devrait fixer des objectifs pour le développement durable ..... 9

L'Union européenne devrait œuvrer en faveur d'un objectif global pour les énergies renouvelables et d'autres objectifs de développement durable "responsable" lors du sommet des Nations unies Rio+20 qui se tiendra l'année prochaine, selon une proposition de résolution qui sera mise aux voix jeudi.



# Séance plénière

<b>L'avenir du Fonds d'ajustement à la mondialisation</b> .....	10
Les députés se prononceront jeudi, sur une résolution de la commission de l'emploi et des affaires sociales, proposant une ligne budgétaire propre pour le Fonds d'ajustement à la mondialisation, afin d'allouer plus rapidement l'aide aux personnes licenciées.	
<b>Le PE réclame des mesures concrètes pour arrêter l'hécatombe sur les routes</b> ..	11
Seul un véritable plan d'action pour la sécurité routière pourrait diminuer drastiquement le nombre de tués et de blessés graves* sur les routes européennes, selon l'avis des membres de la commission des transports. Leur projet de résolution soumis au vote de la plénière le 27 septembre propose quelques mesures concrètes que la Commission européenne devrait mettre en œuvre sans tarder.	
<b>Aider à la réinstallation des réfugiés de la frontière tuniso-libyenne</b> .....	12
Les États membres devraient œuvrer davantage à la réinstallation des réfugiés des zones de conflit, qui séjournent dans des camps de la frontière tuniso-libyenne, indique une délégation du PE qui s'est rendue en Tunisie en juillet. À la suite de cette visite, les députés aborderont, avec la Commission, les négociations avec les États membres portant sur la manière de réinstaller les réfugiés dans l'incapacité de rentrer chez eux et sur le nombre de places promises pour leur réinstallation.	
<b>Orientation et identité sexuelles (Conseil des droits de l'homme de l'ONU)</b> .....	12
<b>Tourisme: les députés pour une stratégie de la "marque Europe"</b> .....	13
<b>Le programme d'aide alimentaire de l'UE en péril</b> .....	13
<b>Plus de fonds pour gérer les flux migratoires et de réfugiés</b> .....	14
<b>Une aide de 9,7 millions d'€ pour des chômeurs d'Allemagne, du Danemark et du Portugal</b> .....	14
<b>Améliorer les relations commerciales entre l'UE et Taiwan</b> .....	15
<b>Lutter contre la faim dans les pays en développement</b> .....	16
<b>Autres sujets à l'ordre du jour</b> .....	16

Fabienne GUTMANN-VORMUS

BXL: (+32) 2 28 40650  
STR: (+33) 3 881 72649  
PORT: (+32) 498 98 33 29  
EMAIL: [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

Wendy DE MONTIS

BXL: (+32) 2 2 28 31151  
EMAIL: [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

<http://www.europarl.europa.eu/fr/pressroom/newsletter>

## En savoir plus:

- [Projet d'ordre du jour du lundi 26 septembre au jeudi 29 septembre 2011, Strasbourg](#)
- [EP Live : suivre la séance en direct](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Europarl TV](#)
- [Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

# Séance plénière

## Moins de marchandages et plus de transparence pour la gouvernance économique

**Le PE votera le "paquet de six" sur la gouvernance économique, dont le but est d'empêcher les pays de la zone euro de faire fi des avertissements de la Commission européenne visant à corriger leurs politiques budgétaires et à s'attaquer plus rapidement aux déséquilibres économiques. Le paquet renforcerait fortement la transparence et la responsabilité, et devrait aussi améliorer la qualité et la précision des statistiques, en assurant que ces dernières sont collectées de manière indépendante.**

L'accord inclut également d'autres améliorations que souhaitaient les négociateurs du Parlement européen, telles que les auditions des ministres des finances par le PE, de nouvelles sanctions, et en particulier une amende en cas de statistiques frauduleuses, des contrôles effectués sur place, dans les États membres, par la Commission européenne, et l'engagement d'envisager les euro-obligations.

Concernant les déséquilibres macroéconomiques, le paquet inclut des indicateurs plus précis, et la Commission sera également contrainte de considérer les pays dont les comptes courants présentent un surplus important, tels que l'Allemagne, comme une source de déséquilibres.

Sur l'une des questions les plus controversée, à savoir réduire les marchandages pour éviter les avertissements et les sanctions avant de dépasser les seuils de déficit du pacte de stabilité et de croissance, les négociateurs du Parlement ont introduit des règles établissant que les décisions de la Commission seraient automatiquement adoptées à moins qu'une majorité des membres de la zone euro ne vote pour rejeter ces décisions.

Si une majorité des membres de la zone euro vote pour rejeter la décision de la Commission, le Conseil devra s'expliquer publiquement devant le Parlement.

Débat : mercredi 28 septembre

Vote : mercredi 28 septembre

Procédure : codécision, consultation et résolution institutionnelle non législative

Conférence de presse : mercredi 28 septembre (horaire à confirmer)

### En savoir plus:

- [Rapports disponibles sous ce lien](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du 1er vote en plénière \(23/06/2011\):](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires économiques](#)
- [Profil du rapporteur Corien Wortmann-Kool \(PPE, NL\)](#)
- [Profil du rapporteur Diogo Feio \(PPE, PT\)](#)
- [Profil du rapporteur Elisa Ferreira \(S&D, PT\)](#)
- [Profil du rapporteur Carl Haglund \(ADLE, FI\)](#)
- [Profil du rapporteur Sylvie Goulard \(ADLE, FR\)](#)
- [Profil du rapporteur Vicky Ford \(ECR, UK\)](#)

# Séance plénière

## Débat sur la demande de reconnaissance d'un État palestinien à l'ONU

**Le Parlement se prononcera à Strasbourg la semaine prochaine sur une résolution concernant la situation en Palestine. Avant le vote, mardi après-midi, les députés débattront des activités de la semaine de l'Assemblée générale avec la Haute Représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton. La discussion portera sur le processus de paix au Moyen Orient et les récents développements en Afrique du Nord.**

Le Parlement a débattu du processus de paix au Moyen-Orient, le 14 septembre à Strasbourg. La plupart des députés ont convenu que le principal objectif de l'UE doit être de ramener les Israéliens et les Palestiniens à la table de négociation pour s'entendre sur une solution à deux États.

Toutefois, l'Assemblée s'est montrée divisée sur la question de la reconnaissance d'un État palestinien par l'ONU. Certains députés ont estimé qu'une démarche unilatérale entraverait le processus de paix, alors que d'autres se sont interrogés sur le terme "unilatéral" ou ont souligné que la reconnaissance de la Palestine pourrait contribuer à stimuler les négociations avec Israël.

Lors du débat avec Mme Ashton, les députés discuteront également des tensions entre la Turquie et Chypre et du futur sommet sur le Partenariat oriental, qui se tiendra à Varsovie les 29-30 septembre.

Débat : mardi 27 septembre

Vote : jeudi 29 septembre

Procédure : déclaration de la Vice Présidente, Représentante de l'Union pour la PESC avec vote d'une résolution sur la Palestine uniquement

### En savoir plus:

- [Débat sur le processus de paix au Moyen-Orient \(14.09.2011\)](#)
- [Communiqué de presse sur la résolution sur la Syrie et la Libye \(15.09.2011\)](#)
- [Résolution du Parlement européen du 15 septembre 2011 sur la situation en Libye](#)
- [Résolution du Parlement européen du 15 septembre 2011 sur la situation en Syrie](#)

# Séance plénière

## Stimuler les échanges commerciaux avec l'Autorité palestinienne

**Le Parlement va se prononcer sur un accord commercial la semaine prochaine qui vise à stimuler l'économie palestinienne en permettant l'exportation directe vers l'UE des produits agricoles et de pêche des territoires palestiniens d'ici le début de 2012.**

L'accord entre l'UE et l'Autorité palestinienne, qui nécessite encore un consentement du PE pour pouvoir entrer en vigueur au début de l'année prochaine, permettra l'accès au marché européen en franchise de droits des produits agricoles, des produits agricoles transformés, des poissons et des produits de la pêche palestiniens.

Les députés estiment que l'ouverture des marchés de l'UE aux produits palestiniens, qui ont jusqu'à présent été placés sous le contrôle direct des autorités douanières israéliennes, contribuera à développer et à dynamiser le commerce palestinien, à développer l'économie et à édifier l'État palestinien.

L'Autorité palestinienne est le plus petit partenaire commercial de l'Union dans la région euro-méditerranéenne et pratiquement dans le monde entier: les échanges s'élevaient au total à 56,6 millions d'euros en 2009, les exportations de l'Union (50,5 millions d'euros) en constituant la très grande majorité. Les importations dans l'Union en provenance du territoire de l'Autorité palestinienne s'élevaient seulement à 6,1 millions d'euros en 2009 et consistaient principalement en produits agricoles et produits agricoles transformés (environ 70,1 % des importations totales dans l'Union).

Débat : lundi 26 septembre

Vote : mardi 27 septembre

Procédure : consentement

### En savoir plus:

- [Résolution législative sur le commerce des produits agricoles et de pêche UE/Palestine](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote à la commission du commerce international](#)
- [Profil du rapporteur, Maria-Eleni Koppa \(S&D, EL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

# Séance plénière

## Discours du Président Barroso sur l'"État de l'Union" au Parlement

**José Manuel Barroso présentera les priorités stratégiques de la Commission européenne lors de son discours annuel sur l'"État de l'Union" devant les membres du Parlement, mercredi. Son intervention sera suivie d'un débat au cours duquel les députés européens exposeront leurs positions et leurs demandes relatives aux travaux futurs de l'Union. La Commission adoptera son programme de travail pour l'année 2012 en octobre.**

Débat : mercredi 28 septembre - 9h00 -11h50

Procédure : déclaration du Président de la Commission

### En savoir plus:

- [Résolution du PE sur la préparation du programme de travail de la Commission pour 2012](#)

# Séance plénière

## Débat en plénière sur la zone euro avec Jean-Claude Juncker

**Mardi après-midi, les députés débattront de l'évolution de la situation dans la zone euro avec le Président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. M. Juncker s'efforcera de trouver des solutions aux problèmes les plus urgents et abordera la question de la stabilisation de la situation à long terme. Le débat commencera à 15 heures.**

Débat : mardi 27 septembre

Procédure : heure des questions avec le Président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker

# Séance plénière

## Des moments difficiles pour les commissaires

**Pour assurer une heure des questions à la Commission plus dynamique et davantage en prise sur l'actualité, les députés ne déposeront plus leurs questions à l'avance. Désormais, trois commissaires - ou plus - répondront aux questions sur un sujet précis pendant 90 minutes. Le thème retenu pour le mardi 27 septembre est le "commerce et les relations de l'UE avec les pays tiers", avec les commissaires De Gucht, Füle, Georgieva, et Piebalgs.**

Débat : mardi 27 septembre - 11h00-12h30

Procédure : heure des questions à la Commission

# Séance plénière

## Rio+20 devrait fixer des objectifs pour le développement durable

**L'Union européenne devrait œuvrer en faveur d'un objectif global pour les énergies renouvelables et d'autres objectifs de développement durable "responsable" lors du sommet des Nations unies Rio+20 qui se tiendra l'année prochaine, selon une proposition de résolution qui sera mise aux voix jeudi.**

Débat : mercredi 28 septembre

Vote : jeudi 29 septembre

Procédure : résolution non législative

### En savoir plus:

- [Résolution en vue de la conférence des Nations unies sur le développement durable \(Rio+20\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Communication de la Commission : Rio+20: vers une économie verte et une meilleure gouvernance](#)
- [Question orale au Conseil](#)
- [Question orale à la Commission](#)

# Séance plénière

## L'avenir du Fonds d'ajustement à la mondialisation

**Les députés se prononceront jeudi, sur une résolution de la commission de l'emploi et des affaires sociales, proposant une ligne budgétaire propre pour le Fonds d'ajustement à la mondialisation, afin d'allouer plus rapidement l'aide aux personnes licenciées.**

Les députés demandent également à la Commission de clarifier son intention d'étendre le champ d'application du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) à certains secteurs agricoles.

Dans une autre résolution, les députés approuveront sans amendement, la proposition de la Commission visant à prolonger, jusqu'à fin 2013, la dérogation temporaire permettant d'attribuer l'aide du FEM à ceux qui ont perdu leur emploi du fait de la crise économique et financière.

Débat : jeudi 29 septembre

Vote : jeudi 29 septembre

Procédure :

résolution : avenir du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

codécision, première lecture : modification du règlement portant création du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation:

### En savoir plus:

- [Résolution sur l'avenir du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation](#)
- [Résolution portant création du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation](#)
- [Profil du rapporteur Marian Harkin \(ADLE, IE\)](#)
- [Profil du rapporteur Pervenche Berès \(S&D, FR\)](#)

# Séance plénière

## Le PE réclame des mesures concrètes pour arrêter l'hécatombe sur les routes

**Seul un véritable plan d'action pour la sécurité routière pourrait diminuer drastiquement le nombre de tués et de blessés graves\* sur les routes européennes, selon l'avis des membres de la commission des transports. Leur projet de résolution soumis au vote de la plénière le 27 septembre propose quelques mesures concrètes que la Commission européenne devrait mettre en œuvre sans tarder.**

Les eurodéputés souhaitent que la Commission élabore un plan d'action pour la période 2011-2020 avec l'objectif de diminuer de moitié les décès dus aux accidents de la route, de 60 % le nombre d'enfants de moins de 14 ans tués et de réduire le nombre de blessés graves de 40 %.

Le rapporteur Dieter-Lebrecht Koch (PPE, DE) propose, entre autres, de protéger les piétons et cyclistes en limitant la vitesse autorisée dans les quartiers résidentiels à 30 km/h et de sécuriser davantage le réseau routier pour les deux-roues.

D'ici 2013, la Commission serait appelée à proposer une harmonisation cohérente des panneaux routiers et des règles de circulation routière ainsi qu'une harmonisation du taux maximal d'alcoolémie autorisé dans l'UE. Les députés recommandent un taux zéro pendant les deux premières années pour les conducteurs débutants et de façon permanente pour les conducteurs professionnels.

\* Chiffres clés (2009) :

- Plus de 35 000 personnes meurent par an dans un accident de la route dans l'UE des 27.
- 1,5 million de personnes sont gravement blessées, souvent avec des séquelles à vie.
- Le coût social des accidents de la route est évalué à 130 milliards d'euros par an.

Débat : lundi 26 septembre

Vote : mardi 27 septembre

Procédure : initiative

### En savoir plus:

- [Projet de rapport sur la sécurité routière au niveau européen pour la période 2011-2020](#)
- [Profil du rapporteur Dieter-Lebrecht Koch \(PPE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

# Séance plénière

## Aider à la réinstallation des réfugiés de la frontière tuniso-libyenne

**Les États membres devraient œuvrer davantage à la réinstallation des réfugiés des zones de conflit, qui séjournent dans des camps de la frontière tuniso-libyenne, indique une délégation du PE qui s'est rendue en Tunisie en juillet. À la suite de cette visite, les députés aborderont, avec la Commission, les négociations avec les États membres portant sur la manière de réinstaller les réfugiés dans l'incapacité de rentrer chez eux et sur le nombre de places promises pour leur réinstallation.**

Les membres de cette délégation ont été interpellés par le peu d'efforts consentis par les États membres en termes de réinstallation, par rapport à des pays tels que le Canada, les États-Unis et la Norvège.

En août, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) a révélé que 4 425 réfugiés qui ne pouvaient pas rentrer chez eux, vivaient toujours dans des camps situés dans le désert, le long de la frontière entre la Tunisie et la Libye. Pour ces réfugiés, la seule solution durable est de se réinstaller dans des pays tiers.

Les places à des fins de réinstallation promises par les États membres de l'UE sont actuellement les suivantes: 24 en Irlande, 50 en Espagne, 19 au Portugal, 200 en Suède, 25 en Belgique, 70 en Finlande, et 20 aux Pays-Bas. Ces promesses contrastent fortement avec celle de la Norvège, qui a promis de réinstaller 310 réfugiés.

Débat : mercredi 28 septembre

Procédure : questions orales

### En savoir plus:

- [Réfugiés à la frontière tuniso-libyenne : il faut agir rapidement](#)
- [Question orale du groupe S&D à la Commission](#)
- [Question orale du groupe ADLE à la Commission](#)
- [Question orale du groupe Verts/ALE à la Commission](#)
- [Question orale du groupe GUE/NGL à la Commission](#)

## Orientation et identité sexuelles (Conseil des droits de l'homme de l'ONU)

**La Haute Représentante Catherine Ashton prononcera un discours sur le travail du Conseil des droits de l'homme des Nations unies concernant l'orientation et l'identité sexuelles. Son discours sera suivi des commentaires des chefs de file des groupes politiques.**

Débat : mardi 27 septembre

Vote : mercredi 28 septembre

Procédure : déclaration de la Vice-présidente, Haute-représentation pour la PESC et un tour des présidents des groupes politiques

# Séance plénière

## Tourisme: les députés pour une stratégie de la "marque Europe"

**Les députés appellent la Commission à proposer une "stratégie touristique intégrée" pour l'UE d'ici la fin de 2012 et à développer une "marque Europe", dans une résolution qui sera soumise au vote mardi.**

Le tourisme dans l'UE a besoin d'emplois plus qualifiés, de normes de service élevées et d'accès aux outils Internet, affirme la résolution, qui appelle à mettre en place une coopération innovante entre régions voisines pour stimuler la croissance durable.

"Le secteur du tourisme contribue à 10% du PIB de l'UE et à 12% du total des emplois. Il est d'une importance cruciale pour l'Union européenne", a déclaré le rapporteur Carlo Fidanza (PPE, IT), après le vote de la commission des transports et du tourisme de juin.

Débat : lundi 26 septembre

Vote : mardi 27 septembre

Procédure : initiative - Journée mondiale du tourisme depuis 1980

Conférence de presse : mardi 27 septembre à 15h00

### En savoir plus:

- [Résolution sur l'Europe, première destination touristique au monde](#)
- [Profil du rapporteur Carlo Fidanza \(PPE, IT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Journée européenne du tourisme, 27 Septembre 2011, Bruxelles](#)

## Le programme d'aide alimentaire de l'UE en péril

**Suite à l'impasse des négociations des ministres européens sur la survie du programme alimentaire destiné aux plus démunis, le Parlement débattre mercredi après-midi avec des représentants du Conseil et la Commission de la manière de prévenir un arrêt immédiat et brutal de l'aide alimentaire aux personnes les plus pauvres de l'UE, suite à la réduction du financement de ce programme passé de 500 millions en 2011 à 113 millions en 2012.**

Le programme européen de distribution de denrées alimentaires aux personnes les plus démunies de l'UE (PEAD), mis en place en 1987 sous la politique agricole commune (PAC), fournit actuellement une aide alimentaire à 13 millions de personnes vivant dans la pauvreté dans 19 États membres.

Au fil des années, le programme est devenu l'une des plus importantes sources d'approvisionnement pour les organisations travaillant en contact direct avec les personnes les moins fortunées de notre société.

Suite à la décision de la Cour européenne de Justice du 13 avril 2011, le programme ne sera plus en mesure d'acheter des denrées alimentaires sur le marché libre et pourra uniquement compter sur des stocks d'intervention en diminution. Par conséquent, le financement du régime sera réduit considérablement passant de 500 millions d'euros en 2011 à 113 millions d'euros en 2012. La France et la Belgique figureront l'an prochain parmi les 20 États membres bénéficiaires.

Le Parlement européen a adopté une résolution le 7 juillet appelant à une solution de transition rapide pour les années restantes de la période de financement (2012 et 2013) en vue d'éviter de graves répercussions sur les citoyens les plus vulnérables.

# Séance plénière

Débat: mercredi 28 septembre

Vote: pas de résolution

Procédure : déclarations du Conseil et la Commission

## En savoir plus:

- [Résolution sur la distribution de denrées alimentaires pour les personnes démunies de l'Union](#)
- [Site de la Commission : De la nourriture gratuite pour les Européens les plus démunis](#)
- [Règlement d'exécution de la Commission : fournitures de denrées alimentaires aux personnes démunies](#)

## Plus de fonds pour gérer les flux migratoires et de réfugiés

**Le Parlement européen devrait procéder au vote de 43,9 millions d'euros supplémentaires pour gérer les flux migratoires et de réfugiés à la suite des récents événements dans le sud de la Méditerranée.**

Les fonds seront utilisés pour aider les États membres de l'UE les plus touchés directement par les flux migratoires et de réfugiés, et pour renforcer les contrôles maritimes effectués par Frontex, l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures.

Frontex devrait recevoir 24 millions d'euros supplémentaires. Le reste devrait être ajouté au Fonds européen pour les réfugiés (12,2 millions d'euros), au Fonds pour les frontières extérieures (4,9 millions d'euros) et au Fonds européen pour le retour (2,8 millions d'euros).

Les fonds supplémentaires proviendraient de crédits non dépensés prévus initialement pour des projets énergétiques dans le cadre du plan européen pour la relance économique.

Vote : mercredi 28 septembre

Procédure : budgétaire

## En savoir plus:

- [Projet de rapport sur le projet de budget rectificatif n° 4/2011](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote à la commission des budgets](#)
- [Profil du rapporteur Sidonia Elżbieta Jędrzejewska \(PPE, PL\)](#)

## Une aide de 9,7 millions d'€ pour des chômeurs d'Allemagne, du Danemark et du Portugal

**Le Parlement devrait confirmer mercredi la mobilisation d'une aide totalisant 9,741 974 1783 millions d'euros du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur de travailleurs licenciés en Allemagne, au Danemark et au Portugal.**

L'Allemagne a demandé à bénéficier de 4,347 868 778 millions d'euros pour aider d'anciens travailleurs de cinq entreprises de l'industrie automobile à Arnsberg et à Düsseldorf.

La demande danoise de 3,944 606 millions d'euros concerne 325 travailleurs licenciés par six entreprises de l'industrie des éoliennes de Midtjylland.

# Séance plénière

Le Portugal a demandé une aide de 1,449 500 million d'euro pour 680 travailleurs licenciés par l'entreprise de chaussures Rohde dans la municipalité de Santa Maria da Feira.

Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) vise à aider les travailleurs licenciés à se réinsérer sur le marché du travail en leur offrant une formation et une aide à la recherche d'un emploi.

Vote : mercredi 28 septembre

Procédure : budgétaire

## En savoir plus:

- [Communiqué de presse à l'issue du vote à la commission des budgets](#)
- [Profil du rapporteur Barbara Matera \(PPE, IT\)](#)
- [Mobilisation du FEM : licenciements dans l'industrie automobile en Allemagne](#)
- [Mobilisation du FEM : licenciements dans l'industrie de fabrication d'éoliennes au Danemark](#)
- [Mobilisation du FEM : licenciements dans l'industrie de la chaussure au Portugal](#)

## Améliorer les relations commerciales entre l'UE et Taïwan

**Le Parlement européen abordera les relations commerciales entre l'UE et Taïwan lundi, à la suite d'une question posée par des députés des groupes PPE, ADLE et ECR au commissaire européen au commerce, Karel De Gucht. Le Parlement votera également une résolution sur le même thème.**

La stratégie commerciale de l'Union européenne insiste sur la nécessité de tirer parti des relations commerciales avec les "marchés en croissance", notamment en Asie. Cependant, les relations de l'Union européenne avec Taïwan, en termes d'échanges commerciaux et d'investissements, n'ont pas été à la hauteur de leur potentiel, expliquent les députés dans leur question à la Commission.

Ils demandent quelles mesures l'Union européenne devrait utiliser pour améliorer les relations avec Taïwan en termes de commerce et d'investissements, et quelle est l'analyse de la Commission concernant "la possibilité d'entamer des négociations sur un accord de libre-échange ou de procéder à la délimitation d'un périmètre de négociation".

Débat : lundi 26 septembre

Vote : mardi 27 septembre

Procédure : question orale à la Commission sans résolution

## En savoir plus:

- [Question orale à la Commission : Échanges commerciaux entre l'Union européenne et Taïwan](#)

# Séance plénière

## Lutter contre la faim dans les pays en développement

**Le Parlement devrait appeler l'Union et ses États membres à placer l'éradication de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition au sommet de leur agenda et à définir un cadre politique clair. Les députés avertissent que la crise alimentaire mondiale est non seulement une catastrophe humanitaire, mais constitue également une menace majeure pour la paix et la sécurité**

Commentant deux documents de la Commission de mars dernier sur la sécurité alimentaire et la faim dans le monde, les députés soulignent que 925 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2010. Si ce chiffre a baissé par rapport à 2009 (1,023 milliard), il reste supérieur au nombre de personnes sous-alimentées enregistré en 2008 (environ 815 millions), année de la crise alimentaire mondiale.

Si l'Union européenne veut atteindre ses objectifs de développement du Millénaire d'ici 2015, elle doit mettre en place un cadre politique clair et cohérent en se concentrant sur les droits de l'homme et en analysant l'impact des politiques de l'UE sur la sécurité alimentaire mondiale, soulignent les députés.

Débat : lundi 26 septembre

Vote : mardi 27 septembre

Procédure : initiative

### En savoir plus:

- [Rapport sur un cadre stratégique pour aider les pays en développement sur la sécurité alimentaire](#)
- [Profil du rapporteur Gabriele Zimmer \(GUE/NGL, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

## Autres sujets à l'ordre du jour

**D'autres sujets figurent également à l'ordre du jour, notamment :**

- Transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres (vote mardi)
- Accord entre la Communauté européenne et les États-Unis mexicains sur certains aspects des services aériens (vote mardi)
- Possibilités de pêche et contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la CE et le Cap-Vert (vote mardi)
- Nouvelle politique commerciale pour l'Europe dans le cadre de la stratégie Europe 2020 (vote mardi)
- Livre vert: cadre stratégique commun pour le financement de la recherche et de l'innovation dans l'Union européenne (vote mardi)
- Infrastructures de barrage dans les pays en développement (vote mardi)
- Système des écoles européennes (vote mardi)
- Protection civile et aide humanitaire (vote mardi)

# Séance plénière

- Modification de concessions dans les listes d'engagements de la Bulgarie et de la Roumanie dans le cadre de leur adhésion à l'UE (accords UE-Argentine, UE-Australie, UE-Nouvelle Zélande) (votes mercredi, 3 rapports Moreira)
- Lignes directrices en matière d'aides d'État allouées aux industries à forte consommation d'énergie (vote jeudi)